

L'erreur tactique du PKK

samedi 30 octobre 2021, par [BELKAÏD Akram](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2020).

En 2015, la rupture des négociations de paix entre les autorités turques et la rébellion kurde débouchait sur la reprise des combats. En optant pour une offensive urbaine, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) escomptait un soulèvement général en Anatolie orientale qui ne vint pas. Plusieurs villes du Kurdistan turc subirent les conséquences de combats féroces et d'une implacable répression.

La guerre qui oppose l'armée et les forces de l'ordre turques au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Anatolie orientale remonte à 1984. Cette ancienneté, les vaines tentatives de règlement pacifique — la dernière en date remontant à la fin 2014 — et l'émergence récente d'autres affrontements au Proche-Orient expliquent en partie pourquoi ce conflit passe souvent au second plan.

Durant la décennie qui vient de s'achever, trois batailles au moins ont bénéficié d'une large couverture médiatique. Il y a celle de Kobané (septembre 2014 - janvier 2015), qui opposa l'Organisation de l'État islamique (OEI) aux troupes des Unités de protection du peuple (YPG), la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), principal parti kurde de Syrie et, surtout, prolongement du PKK ; il y a aussi celle de Mossoul (octobre 2016 - juillet 2017) entre, d'un côté, l'armée et les milices irakiennes et, de l'autre, l'OEI ; enfin, il y a celle d'Alep (juillet 2012 - décembre 2016), qui vit l'armée régulière syrienne combattre plusieurs factions rebelles.

Ce nouvel épisode de l'interminable guerre au Kurdistan s'est déroulé à huis clos, sans implication de coalitions ou de forces étrangères

Ce qui s'est passé dans le Kurdistan turc de juillet 2015 au printemps 2016 a eu moins d'audience et semble même avoir été oublié. L'une des raisons est que, contrairement aux trois batailles évoquées, cet énième épisode d'un conflit qui a déjà fait près de 40 000 morts s'est joué à huis clos et n'a pas impliqué de coalitions ou de forces étrangères — qu'elles soient américaines, britanniques, françaises, russes, iraniennes ou issues de pays arabes comme les monarchies du Golfe. Pourtant la défaite du PKK en conclusion de plusieurs mois de combats urbains acharnés a représenté un tournant majeur [1].

Au début de l'année 2015, le processus de paix entamé en décembre 2012 était dans l'impasse. La trêve conclue en 2013 ne tenait plus qu'à un fil, et Ankara décidait de durcir les conditions de détention de M. Abdullah Öcalan, chef historique du PKK avec lequel les autorités turques avaient pourtant mené des négociations directes. Que s'est-il passé pour que la violence armée reprenne ses droits ? Inquiet du renforcement du PYD-PKK au Rojava, le Kurdistan syrien, et désireux de sceller une alliance électorale avec les partis nationalistes turcs traditionnellement hostiles à toute revendication kurde, le président Recep Tayyip Erdoğan accusa le PKK de renouer avec le « terrorisme ». L'organisation kurde dénonçait, quant à elle, une « stratégie de la tension » et les bombardements de ses bases arrière en Irak par l'aviation turque. Quoi qu'il en soit, deux événements ont précipité la guerre. Le 20 juillet 2015, un attentat de l'OEI dans la ville frontalière de Suruç faisait trente-deux morts parmi les membres de la Fédération des associations de jeunes

socialistes, sympathisants de la cause kurde venus de l'ouest du pays pour aider à la reconstruction de Kobané. Pour le PKK, ce massacre prouvait l'existence d'une collusion entre les autorités d'Ankara et l'organisation djihadiste. Deux jours plus tard, deux policiers turcs étaient abattus en représailles et, le 25, le cessez-le-feu entre les deux parties était révoqué.

Longs blocus et couvre-feux

C'est à ce moment-là que le PKK a commis une erreur tactique majeure. En lançant une offensive à l'intérieur même de plusieurs villes du sud-est du pays, il espérait provoquer un soulèvement populaire qui aurait contraint Ankara à négocier. Au lieu de quoi la population, dans sa grande majorité, s'est tenue à l'écart des combats. Et les affrontements entre les maquisards du PKK avec l'armée turque provoquèrent d'importantes destructions, notamment à Cizre, Diyarbakır, İdil et Silopi. À Diyarbakır, le centre historique de Sür fut complètement détruit, faisant entrer la « capitale » du Kurdistan turc dans la longue liste des villes ayant subi un « uricide », comme ce fut le cas pour Sarajevo, Alep ou Mossoul.

Décidée à venir totalement à bout de la rébellion, l'armée turque n'a pas fait dans le détail. Des quartiers entiers furent soumis à de longs blocus et à des couvre-feux. Des arrestations massives et le recours à la torture furent l'apanage de ce conflit marqué aussi par la mort de dizaines de civils, brûlés vifs dans les caves d'immeubles de Cizre où ils s'étaient réfugiés. Aux exactions des militaires et forces paramilitaires turques, le PKK et d'autres organisations armées kurdes, dont les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), ont répondu par des attentats à la voiture piégée et des assassinats ciblés.

Lassée par plusieurs décennies de combats, la population des villes à majorité kurde préféré ne pas prendre les armes

L'erreur tactique du PKK est liée à l'impact de la victoire des forces YPG-PKK lors de la bataille de Kobané. Ce fut effectivement un grand moment fédérateur pour tous les Kurdes de la région. Le parti de M. Öcalan estima alors qu'il pouvait attirer à lui toute une nouvelle génération de combattants et de sympathisants. Il jugea aussi que les rapports de forces régionaux évoluaient en sa faveur. Bien que considéré comme organisation « terroriste » par les États-Unis et l'Union européenne, il n'en était pas moins un partenaire de poids de la coalition internationale mobilisée contre l'OEI. Les déboires répétés des peshmergas irakiens — coupables notamment d'avoir abandonné à leur sort les yézidis, une minorité kurdophone adepte d'une religion ésotérique monothéiste, contrairement aux YPG qui volèrent à leur secours — renforcèrent même le crédit des combattants du PKK aux yeux des états-majors occidentaux.

Lassée par plusieurs décennies de guerre, la population des villes à majorité kurde n'a pourtant pas suivi le PKK dans son escalade. Et les États occidentaux n'ont guère cherché à freiner Ankara dans sa volonté de mater la rébellion urbaine à n'importe quel prix. En juillet 2016, les dernières forces du PKK quittaient les villes et reprenaient le chemin des monts Kandil, en Irak. Depuis, l'étau turc ne s'est pas desserré. Les formations légalistes, comme le Parti démocratique des peuples (HDP), sont dans le collimateur de la justice, et une chape de plomb s'est de nouveau posée sur l'Anatolie orientale. Ayant subi une défaite majeure dans le Sud-Est turc, le PKK joue désormais une partie délicate en Syrie. L'existence de cantons autonomes au Rojava sous son contrôle lui procurait une profondeur stratégique importante ainsi qu'un terrain d'expérimentation concret pour son projet de communalisme démocratique. En intervenant militairement dans le Nord-Est syrien en octobre 2019, la Turquie a montré qu'elle était déterminée à réduire l'influence du PKK au sud de sa frontière et à le ramener à la situation où il ne pouvait trouver d'abri que dans les montagnes irakiennes.

Akram Belkaïd

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Le Monde Diplomatique

<https://www.monde-diplomatique.fr/mav/169/BELKAID/61297>

Notes

[1] Lire Laura-Maï Gaveriaux, « [La sale guerre du président Erdoğan](#) », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.